



La Vie, no. 3840

Le choix de La Vie, jeudi 4 avril 2019 1758 mots, p. 24,25,26,27

Le choix de La Vie

Les nouveaux visages du don

Cagnottes, start-up solidaires, mécénat de compétences, philanthropie dynamisée : quand le bas et le haut de la société adoptent les codes et les outils d'aujourd'hui pour créer d'autres modèles de solidarité.

Youna Rivallain et Pascale Tournier photos bruno lévy pour la vie

C'est une France dont on parle peu et qui pourtant bouillonne. Elle est un peu la réponse à *l'Archipel français*, l'ouvrage alarmiste de Jérôme Fourquet (Seuil), et à la crise des inégalités soulevée par les « gilets jaunes ». Riche ou moins riche, chrétienne ou non, elle tisse du lien en cherchant de nouveaux modèles de solidarité. Hyperconnectée, pragmatique, soucieuse de son épanouissement personnel et en même temps du bien commun, elle sait adopter les codes et les outils d'aujourd'hui. Pour le secrétaire d'État Gabriel Attal, chargé des associations, « *un véritable changement culturel est à l'oeuvre* » (voir page 32). Il ne signe pas un désengagement de l'État, mais l'oblige à redéfinir de fond en comble son rôle. Car ces nouvelles formes de don soulignent le manque de moyens de la puissance publique, voire son inefficacité, quand elles ne bousculent pas le monde classique des ONG, touchées elles aussi par la méfiance généralisée à l'égard des institutions collectives.

« Il se crée 2 000 cagnottes par jour »

Le système des cagnottes traduit le mieux le principe du « je veux donner quand je veux, directement à qui je veux », qui caractérise le nouveau rapport au don. « *Ce modèle de désintermédiation répond à la façon impulsive de donner des Français, contrairement aux Américains, plus construits dans leurs gestes de générosité* », note Jacques Malet, président fondateur de Recherches et Solidarités, observatoire de la philanthropie. Les « gilets jaunes » ont rendu visible le phénomène. On se souvient de la cagnotte très controversée en faveur de l'ex-boxeur Christophe Dettinger, qui a rapporté plus de 145 000 EUR en moins de 48 heures, avant d'être fermée par son hébergeur, Leetchi. Ou encore celle de l'élu de droite Renaud Muselier pour aider les membres des forces de l'ordre blessés lors des manifestations, et qui a récolté 1,5 million d'euros. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : « *Il se crée environ 2 000 cagnottes par jour sur Leetchi. Le nombre de cagnottes solidaires a été multiplié par deux en 2018 par rapport à 2017, et elles génèrent un flux de 50 millions d'euros* », s'enorgueillit la présidente de la plateforme leader sur le marché, Alix Poulet. Certes, on est loin du montant total des engagements des Français pour des dons - 7,5 milliards d'euros, soit 0,3 % du produit intérieur brut, comme l'a établi Recherches et Solidarités pour l'année 2016. Mais la tendance est à la hausse et touche de plus en plus de domaines relevant de la responsabilité de l'État. La cagnotte créée par la jeune Émilie Pécourneau pour aider sa famille a marqué les esprits. Trois mois auparavant, ses parents agriculteurs « *s'engueulaient, ils ne parlaient plus que des factures à payer* », raconte l'adolescente de 15 ans. Frappés de plein fouet par la grippe aviaire et les exigences de remise aux normes de leur exploitation, ces éleveurs de volaille en plein air à Madaillan (Lot-et-Garonne) ne s'en sortaient pas. En redressement judiciaire depuis 2016, ils ont accumulé 330 000 EUR de dettes et leur maison est hypothéquée. Quand, fin janvier, Émilie entend parler sur son téléphone des cagnottes solidaires Leetchi, elle se lance. « *On n'avait rien à perdre, c'était gratuit, et facile à faire* », explique la jeune fille. Trois mois plus tard, la cagnotte baptisée « *Aider une famille au bord de la rue* » affiche 263 000 EUR, pour 7 800 donateurs. En 2018, l'enseigne Biocoop mobilise sa communauté pour verser 23 300 EUR à quatre agriculteurs afin de les aider à passer en bio. « *Les pouvoirs publics enregistrent des retards considérables pour l'accompagnement à la conversion*, explique Dalila Habbas, responsable du fonds de dotation et des partenariats de Biocoop. *Certains agriculteurs ont intenté des actions contre l'État, car cet accompagnement est une obligation légale!* » D'autres initiatives sont moins fructueuses. Pour sauver l'hôpital de Privas (Ardèche), menacé de fermeture, où elle est infirmière, Caroline

Berthaud a ouvert une souscription en ligne. « *Tout le monde le fait, pourquoi pas nous? C'est une façon de créer du buzz* », explique une de ses collègues. L'appel aux dons réunit tout au plus 1 000 EUR. « *Pas question de se substituer à l'État* », « *Ce n'est pas à nous de donner* », se justifient les internautes sur la page web de l'aide-soignante. Assurément, les « gilets jaunes » ont remis en cause le consentement à l'impôt, mais jusqu'à un certain point : « *On ne doute pas de l'impôt en lui-même, mais de la façon dont l'argent public est redistribué* », insiste le philosophe et conseiller en communication Frédéric Lazorthes.

Jeunes en quête de sens

À côté des cagnottes émerge une autre tendance de fond qui surfe encore sur les nouvelles technologies. L'esprit de la *start-up nation* s'infiltré dans l'univers de la solidarité : quand ils ne transmettent pas leur savoir-faire à des associations par le biais du mécénat de compétences (*voir page 30*), de plus en plus de jeunes en quête de sens créent des entreprises solidaires. C'est le cas de Stéphanie Merran et Sara Paubel, fondatrices de Ce que mes yeux ont vu. Depuis 2016, les deux jeunes femmes font se rencontrer, autour d'ateliers culturels, des entreprises et des personnes en précarité. Deux mondes *a priori* étrangers l'un à l'autre. Des salariés peuvent ainsi emmener un sans-abri dans un musée d'art contemporain ou offrir leur voix pour enregistrer un commentaire d'oeuvre à destination de personnes malvoyantes. Se sont déjà prêtés au jeu des employés de BNP Paribas, d'Engie et, en septembre dernier, une certaine Brigitte Macron! La première dame a enregistré pour l'artothèque de Ce que mes yeux ont vu une capsule sonore à propos d'une tapisserie de Pierre Alechinsky. Stéphanie Merran et Sara Paubel se sont rencontrées alors qu'elles s'ennuyaient dans leur travail, au Grand Palais, à Paris. « *Nous voulions avoir un impact social plus important* », confient les deux amies, qui choisissent pour mettre leur projet sur pied le statut d'entreprise. Car elles veulent garder la main sur la prise de décision, sans dépendre de subventions. Aujourd'hui, elles définissent leur start-up comme un générateur de lien social. « *Quand nous entendons un salarié d'entreprise dire "Je ne pensais pas pouvoir être généreux", nous avons remporté notre pari.* » C'est la même envie de sens qui a poussé Jean-Marc Potdevin, l'ancien vice-président de Yahoo! Europe, à créer Entourage, un réseau social d'aide aux personnes de la rue, en y associant les riverains. Alors chef d'entreprise, il rencontre sur son trajet quotidien des personnes vivant dans la rue. « *Je me suis rendu compte que ces gens-là n'avaient pas besoin d'un sandwich, mais souffraient d'isolement.* » Récemment converti au christianisme, auteur d'un livre sur son expérience mystique, il raconte son basculement : « *C'était le 24 mars 2014. On m'avait proposé un poste de directeur d'un grand groupe internet, je devais donner la réponse le lendemain.* » Ce jour-là, l'entrepreneur allume son Smartphone pour prier l'office de none et tombe sur un passage d'Isaïe. Le déclic est immédiat. « *C'était sur mon téléphone, et ça répondait clairement à l'ambition d'Entourage.* » Aujourd'hui, l'application comptabilise plus de 60 000 téléchargements et 6 000 actions visant à mettre en lien personnes de la rue et riverains. Il y a deux ans et demi, fraîchement diplômé de son école de commerce, Stanislas Billot de Lochner cherchait pour sa part à inventer des manières innovantes pour collecter des dons. Mais il « ramait » pour créer son association... Plus simple alors de monter une entreprise. « *En un claquement de doigts, on a reçu 400 000 EUR de la part d'investisseurs.* » Et pas des moindres. Pierre-Édouard Stérin, le fondateur de La Fourchette, a misé sur Obole digitale. Aujourd'hui, la structure, qui recense 12 collaborateurs, a installé des bornes de don connectées dans 70 églises et multiplie les événements caritatifs au profit de RCF, de l'Armée du salut, etc. Son « hit » : sa Nuit du bien commun, au théâtre Mogador. La dernière édition a généré un million d'euros de dons. « *Beaucoup de donateurs ont avoué avoir explosé le budget qu'ils s'étaient au préalable fixé* », se félicite le fondateur, qui prévoit d'étendre Obole digitale en Espagne et en Italie.

La philanthropie à la française

Si la société du bas s'organise pour trouver des nouveaux modèles de solidarité, celle du haut vit pareillement sa minirévolution. Embryonnaire par rapport au modèle américain - le système redistributif est différent -, la philanthropie à la française prend une nouvelle dimension. Les fondations d'entreprise poussent encore plus loin leur action, au point de marcher sur les plates-bandes de l'État. En réunissant, le 14 février, tous les acteurs de la vulnérabilité, la fondation Sanofi (*voir page 29*) supervisait un événement qui avait des petits airs de Grenelle. Telle une inspectrice des travaux finis, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, est venue conclure la journée. Effet « gilets jaunes » ou suppression de l'ISF? En décembre dernier, Denis Duverne, président du conseil d'administration d'Axa, et l'homme d'affaires Serge Weinberg ont lancé l'initiative « Changer par le don ». Une déclinaison à la française du Giving Pledge - qui signifie « promesse de don » - du milliardaire américain Warren Buffett. Les grandes fortunes françaises s'engagent à reverser 10 % de leurs revenus annuels à des causes philanthropiques. « *On ne peut pas compter seulement sur l'État pour contribuer au changement social* », précise Denis Duverne. Et pas question de se laisser guider par le gouvernement dans le fléchage des dons. L'intérêt général, oui mais en fonction de ses intérêts privés! Lors de sa rencontre avec Denis Duverne et Serge Weinberg, Gabriel Attal a bien essayé, mais sans succès. À leur suite, les deux hommes ont embarqué 60 personnes dont Line Renaud, Agnès B., Claude Bébéar ou Sabine Roux de Bézieux. L'épouse du président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, est très engagée dans la

philanthropie. Mais comme les donateurs des cagnottes, un souci d'efficacité l'anime. C'est dans cet esprit qu'à travers son association, Un esprit de famille, qui rassemble 90 fondations familiales, dont celle de Marc Ladreit de Lacharrière, elle organise des réunions de partage d'expérience. En janvier dernier, les « tops » et les « flops » étaient au menu des discussions. Lors des précédentes sessions, des associations chargées de la fin de vie et de la réinsertion à la sortie de prison ont présenté leur action. « *Nous voulons faire en sorte que les associations soient bien accompagnées, tout en transmettant aux générations suivantes le goût de la philanthropie. Impliquer plusieurs générations dans l'engagement pour l'intérêt général est indispensable* », explique Sabine Roux de Bézieux, avant de poursuivre : « *Il faut créer une culture du don en France.* » Nous en prenons résolument le chemin.

© 2019 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Certificat émis le **8 avril 2019** à **Institut-Mallet (2000 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20190404·LMV·mp384024a27lesnouveauxvisagesdudon

© Cision inc., 2019